

Retours d'expérience et politiques du risque outre-mer

De la production des savoirs au transfert des apprentissages

Feedbacks learning and disaster management policies in French overseas territories. From knowledge production to learning sharing.

Retornos de la experiencia y políticas de riesgo en los territorios franceses de ultramar. De la producción de conocimiento a la transferencia de aprendizaje

Yann Bérard, Nicolas Rocle et Marion Serot



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rac/26374>

ISSN : 1760-5393

Éditeur

Société d'Anthropologie des Connaissances

Ce document vous est offert par Bibliothèque Interuniversitaire de Montpellier



Référence électronique

Yann Bérard, Nicolas Rocle et Marion Serot, « Retours d'expérience et politiques du risque outre-mer », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 16-1 | 2022, mis en ligne le 13 janvier 2022, consulté le 07 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rac/26374>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mars 2022.



Les contenus de la *Revue d'anthropologie des connaissances* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Retours d'expérience et politiques du risque outre-mer

De la production des savoirs au transfert des apprentissages

Feedbacks learning and disaster management policies in French overseas territories. From knowledge production to learning sharing.

Retornos de la experiencia y políticas de riesgo en los territorios franceses de ultramar. De la producción de conocimiento a la transferencia de aprendizaje

Yann Bérard, Nicolas Rocle et Marion Serot

Introduction : retour sur le retour d'expérience

- 1 Les 5 et 6 septembre 2017, l'ouragan Irma, classé en catégorie 5, soit le niveau le plus élevé sur l'échelle de Saffir-Simpson, a frappé avec des vents moyens supérieurs à 250 km/h les îles de Saint-Barthélemy et Saint-Martin, endommageant 95 % du bâti. Au lendemain de la catastrophe, la presse évoque un « super-ouragan historique »¹. Les dommages assurés dépasseront les deux milliards d'euros, correspondant ainsi à « l'un des événements les plus coûteux depuis la création du régime de catastrophes naturelles »². Les projections climatiques pour l'Atlantique Nord font par ailleurs état d'une forte activité des « ouragans extrêmes » dans le futur (Hoarau *et al.*, 2020). Cependant, la récurrence de ces ouragans est tout sauf nouvelle (Desarthe & Moncoulon, 2017 ; Saffache *et al.*, 2003) et, si les exercices de prévention et gestion des risques naturels se sont multipliés dans les territoires ultramarins au cours de ces dernières années, les « racines profondes » (Blaikie *et al.*, 1994) de leurs vulnérabilités semblent résister au temps. Tout se passe-t-il ainsi comme si aucune leçon n'était tirée du passé ? Cet article part de cette interrogation pour examiner, dans le contexte singulier des Outre-mer, le rôle et les modalités de mise en œuvre des « retours d'expérience » (RETEX)³ dans les politiques des risques et catastrophes « naturels ».
- 2 Nous nous appuyons pour ce faire sur une enquête menée de 2018 à mi-2020, sur le territoire de Saint-Martin (Collectivité d'outre-mer située aux Antilles), dans le cadre

du projet de recherche intitulé « Transfert des apprentissages de Retours d'EXpériences scientifiques pour le renforcement des capacités de réponse et d'adaptation individuelles et collectives dans un contexte de changement climatique – Petites Antilles du Nord, saison cyclonique 2017 » (TIREX). Ce projet est l'un des quatre projets lauréats de l'appel à projets Flash « Ouragans 2017 : Catastrophe, Risque et Résilience » lancé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) à la suite des ouragans intervenus en 2017. Au sein de ce projet pluridisciplinaire, impliquant cinq laboratoires de recherche, dont trois basés sur l'Hexagone (GRED⁴, LGP⁵, LIENSs⁶) et deux aux Antilles (LARGE⁷, LC2S⁸), ainsi que deux acteurs opérationnels (direction interrégionale Antilles-Guyane de Météo-France et Caisse centrale de réassurance), nous avons étudié la manière dont les partenaires élaborent un RETEX scientifique et mettent en place des outils de transfert des apprentissages. Notre démarche empirique s'est appuyée sur une « immersion participante » croisant analyse documentaire, enquête par entretiens et observations, complétée par une analyse approfondie des sources écrites de langues française et anglaise relatives aux aspects conceptuels et méthodologiques du RETEX⁹. Cette posture réflexive, engageant « une position singulière dans la mesure où elle est à la fois une recherche contenue *dans* le projet et *sur* le projet » (McKenzie, 2009, p. 427), visait à recueillir les visions, objectifs et modalités de mise en œuvre du RETEX selon les différents partenaires, ainsi que les contraintes ou difficultés rencontrées, sous la forme souvent qualifiée par nos interlocuteurs d'un « RETEX sur le RETEX ».

- 3 Au-delà des travaux qui en proposent une histoire et des méthodes (Kervern & Wybo, 2002 ; Van Wassenhove & Garbolino, 2008), la diversité des formats et le poids des contraintes qui peuvent jouer sur les RETEX ont en effet été soulignés (Boin *et al.*, 2008 ; Gilbert, 2001). Plus récemment, la pandémie de Covid-19 a renouvelé l'attention sur cette pratique, en montrant l'importance des processus d'apprentissage qu'elle recèle (dévoilement d'un scandale, amélioration de la gestion de crise), les limites qu'elle rencontre (singularisation de l'événement) et la nécessité pour l'État d'adopter une démarche « à la fois générique et cumulative », « dans un souci, non de recherche de responsabilités, mais de connaissance et d'apprentissage » (Bergeron *et al.*, 2020, p. 100). Or saisir ces processus d'apprentissage implique d'analyser les modes de production des savoirs orientés vers la prise de décision et l'action. Ceux-ci oscillent globalement entre deux « modèles » archétypiques : d'une part un modèle diffusionniste fondé sur une conception linéaire de l'expertise, d'autre part un modèle co-productif reposant sur une conception circulaire de la fabrication et du partage de savoirs (Kirchhoff *et al.*, 2013). Toutefois, l'analyse des RETEX ne peut s'opérer sans considérer de près le contexte dans lequel ils s'inscrivent. Ce souci de la contextualisation rejoint le cadre d'une approche pragmatique, écologique et politique de l'expertise, qui met l'accent sur l'intérêt « d'étudier le travail des experts dans la variété des situations où il se déroule » (Barbier *et al.*, 2013, p. 15). À un niveau d'observation plus resserré, cela conduit à analyser les compromis recherchés entre la crédibilité des savoirs (dans le champ scientifique), leur légitimité (procédurale et substantielle) et leur pertinence vis-à-vis des décisions et actions à prendre (Cash *et al.*, 2003). Ces compromis obéissent à la prise en compte simultanée de dynamiques internes et externes à la science, parfois complémentaires, parfois antagonistes, renvoyant à des logiques organisationnelles, à des impératifs professionnels du monde académique en termes de valorisation (Granjou *et al.*, 2013), mais aussi à des dimensions plus politiques et institutionnelles.

- 4 La pratique du RETEX en Outre-mer amène alors à considérer la territorialisation des politiques du risque dans un contexte qui diffère à bien des égards de celui de l'Hexagone. L'expression « Outre-mer » désigne ici un agencement spécifique du pouvoir, un pli singulier de l'État, dont le sens n'est pas figé. En effet, si les territoires ultramarins
- dérivent d'un rapport colonial, appréhendés sous l'angle de l'action publique, ils apparaissent aujourd'hui comme des constructions complexes qui découlent du jeu des acteurs, de leurs représentations et des catégories à partir desquelles ils appréhendent leurs rapports à l'État (Daniel, 2018, p. 56).
- 5 Suite à la saison cyclonique 2017, s'est affirmé à ce titre le statut de « territoires d'excellence » des Outre-mer en matière de prévention et gestion des risques et catastrophes « naturels », où le RETEX apparaît comme un instrument-clé de la résilience territoriale¹⁰. Ce discours semble toutefois ambivalent dans la mesure où, d'un côté, il conforte les territoires ultramarins dans leurs capacités à faire face à de tels événements et, de l'autre, promeut une évolution de l'action de l'État outre-mer, moins focalisée sur le contrôle ou la sanction et plus soucieuse d'établir des conditions propices à l'action autonome des acteurs et pouvoirs locaux. Inscrite au sein de jeux politiques complexes et d'intérêts antagonistes, comment et dans quelles conditions la pratique du RETEX peut-elle produire un « savoir actionnable » (Kirchhoff et al., 2013) pour la reconstruction et le relèvement des territoires ultramarins ? Pour répondre à cette question, et après avoir décrit la place et le rôle des RETEX dans les politiques du risque aux Antilles, nous revenons sur la saison cyclonique 2017 et ses suites afin d'ouvrir la « boîte noire » d'un RETEX scientifique (TIREX) et de scruter les processus de transfert des apprentissages à l'œuvre.

Risques naturels, connaissances et RETEX aux Antilles françaises

- 6 Le RETEX trouve ses origines dans des pratiques anciennes (choix des lieux d'habitation, stratégies d'abandon de sites en cas de catastrophes « naturelles ») relevées dès l'Antiquité (Thély, 2016), mais connaît véritablement un essor à compter de la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Son orientation technique s'affirme avec l'expansion des sociétés industrielles, avant de prendre un tour à la fois plus politique et global dans le dernier quart du vingtième siècle, sous l'effet de catastrophes majeures et récurrentes (Boin *et al.*, 2008). En France, cette question se pose avec acuité au tournant des années 1990-2000¹¹, alimentée par une série d'événements qui résonnent avec l'actualité mondiale et concourent à ériger le RETEX en « bonne pratique » de la prévention et gestion des risques¹². Une telle évolution interroge le passage d'une pratique standardisée d'expertise et d'évaluation des risques vers un outil de pilotage des politiques du risque. Dans ce processus d'institutionnalisation, les Antilles françaises poursuivent une trajectoire singulière, qui amène à sonder l'adaptabilité de cette pratique aux spécificités des territoires ultramarins, soumis à l'épreuve croissante des changements climatiques.

Culture et politiques du risque en contexte ultramarin

- 7 L'inscription du RETEX dans la culture et les politiques du risque aux Antilles françaises correspond à un contexte marqué par le cumul de nombreux aléas naturels et de fortes disparités socioéconomiques, qui rendent ces territoires insulaires et leurs populations particulièrement vulnérables. Leur caractère exigu et insulaire, l'éloignement de l'Hexagone et dans une certaine mesure des pays voisins, la forte densité démographique et la concentration des populations et activités sur les zones littorales, la persistance de l'habitat informel et précaire, héritage de l'histoire coloniale et postcoloniale, constituent autant de « causes profondes » (Blaikie *et al.*, 1994) de cette vulnérabilité et de défis (récurrents) posés aux politiques de prévention et gestion des risques naturels dans les Outre-mer français¹³.
- 8 Une histoire non positiviste du RETEX montre l'agencement original des savoirs, à la fois savants, profanes et de gouvernement, qui s'y déploient. Certains travaux d'historiens invitent tout d'abord à inscrire la pratique du RETEX dans la longue durée, en montrant par exemple comment, dès le dix-septième siècle, s'opère le choix des matériaux des bâtiments pour résister aux risques sismiques et cycloniques (Desarthe, 2019). L'éruption de la montagne Pelée de 1902 en Martinique (qui fit environ 29 000 morts) constitue par ailleurs un bon exemple pour comprendre comment les Outre-mer, au cours de l'époque coloniale, sont conçus comme des territoires d'expérimentation scientifique associée à des formes de RETEX, justifiant la création d'institutions savantes telles que l'Observatoire volcanologique et sismologique de la Martinique (OVSM) à l'initiative d'Alfred Lacroix (1939). Des situations de crise plus récentes ont pu également contribuer à faire évoluer les pratiques de RETEX scientifique, à l'instar de celle de la Soufrière de Guadeloupe en 1976 opposant une vision intégrée du risque volcanique (Haroun Tazieff) au strict respect du principe de précaution (Claude Allègre) (Devès & Le Bars, 2020), qui illustre bien dans ce contexte les difficiles arbitrages entre crédibilité, légitimité et pertinence du savoir pour l'action.
- 9 À ces savoirs issus de la science coloniale et postcoloniale, s'ajoutent des savoirs fondés sur l'expérience vécue des catastrophes et transmis de génération en génération. Les écrits de Patrick Chamoiseau, où il livre ses souvenirs d'enfant à Fort-de-France dans les années 1950-60, l'illustrent bien. L'auteur d'*Une enfance créole* (1996) raconte ainsi comment le personnage de Man Ninotte prévoit le cyclone à venir avant même son annonce à la radio, en « déchiffrant » le comportement des animaux et des insectes :
- La radio annonçait le cyclone. Mais Man Ninotte en était par avance informée. Elle savait raccorder les nuages à l'inquiétude des rats. Elle savait décoder la transhumance de petits insectes précipités au jour par la menace du ciel [...]. Man Ninotte partait à la recherche de récipients pour l'eau. Elle les stockait un peu partout, remplis à mort. S'achetait des bougies, des allumettes. Renforçait sa réserve de pétrole, de mèches à lampes. S'approvisionnait en pain, sel, huile, morue séchée, pois secs (p. 118).
- 10 Attachés à une perception et expérience singulières des risques, ces savoirs de proximité et d'usage rencontreront, à compter des années 1960-70, les recommandations des politiques d'éducation populaire au risque, qui dispensent (en milieu scolaire notamment) les « bons gestes » à adopter (Jno-Baptiste & Yacou, 2007). Sous les effets conjugués du « développement structurel » et d'une forte croissance démographique, les pouvoirs publics renforcent en effet leurs dispositifs de

sensibilisation aux risques naturels. Toutefois, si les savoirs profanes décrits plus haut se révèlent perméables aux recommandations des autorités publiques, il n'en va pas nécessairement de même des croyances et pratiques dites « magico-religieuses » spécifiques aux Petites Antilles. Ancrée dans l'expérience de l'esclavage et de la colonisation, cette « religion disséminée », comme la qualifiera Michel Leiris (1987 [1955]), amalgamant des conceptions aussi bien monothéistes que polythéistes ou animistes sensibles à « l'idée d'un surnaturel », détermine diverses attitudes (acceptation, fatalité, destin, etc.) qui échappent aux visions rationaliste et probabiliste du risque. Ainsi, comme le révèle l'analyse de récits populaires, le non-respect de certaines règles ou normes sociales peut être perçu comme pouvant favoriser la survenue d'une catastrophe (Pradel, 1999). Cette prégnance du « magico-religieux » aux Antilles françaises nourrit une friction culturelle qui explique des conduites paradoxales ou de résignation que les autorités publiques peinent à intégrer. Certaines conclusions du rapport rédigé à la demande du ministère de l'Environnement dans le cadre de la Décennie internationale pour la prévention des catastrophes naturelles (DIPCN) lancée par les Nations unies en 1989, le résumant bien :

Les attitudes et les comportements rapportées par ces traditions ne vont pas dans le sens de la prévention ou de la lutte contre l'événement ; les événements sont traditionnellement subis et non contrés. Ils apparaissent comme incontournables [...]. Il faut donc d'abord *déconstruire ces représentations d'impuissance* qui subsistent dans l'imaginaire des populations locales, pour reconstruire de la prévention et des attitudes de résistances¹⁴.

- 11 Tandis que plusieurs dates marquent les mémoires individuelle et collective des risques naturels aux Antilles françaises dans la seconde moitié du XX^e siècle (ouragans Donna de 1960 à Saint-Martin et Saint-Barthélemy ou Édith de 1963 en Martinique, éruption de la Soufrière de 1976 en Guadeloupe, ouragans Hugo de 1989 en Guadeloupe ou Luis de 1995 à Saint-Martin et Saint-Barthélemy), il faut ainsi attendre la DIPCN et les diverses expertises dont cette initiative s'accompagne en France pour voir s'élargir progressivement la stratégie de réduction des risques et de sensibilisation des populations antillaises, jusque-là principalement centrées sur les procédures d'urgence cyclonique (Pagney Bénito-Espinal, 2019).
- 12 Si le risque a aujourd'hui « colonisé » le langage des institutions politiques (Borraz, 2008), ceci est particulièrement vrai pour les Antilles françaises qui, au début des années 2000, constituent un terrain privilégié de « nouveaux » programmes d'action publique, où les pratiques de RETEX se multiplient. Celles-ci s'inscrivent aussi bien dans des situations post-crise, à l'instar du RETEX mené à la suite du passage du cyclone Lenny survenu en 1999 (dans le cadre d'un programme de recherche financé par le ministère de l'Environnement)¹⁵, que dans des exercices de simulation « grandeur nature » ou encore dans le cadre de campagnes de sensibilisation des populations (exercice Tellurisk de la « semaine Sismik » du Plan Séisme Antilles, « journées Réplik » du CaribeWave, etc.). Dans ce contexte, les RETEX ont vocation à améliorer les systèmes de prévision et d'alerte, de prévention et de préparation tant des populations que des élus, des gestionnaires de crise et des forces d'intervention (civiles ou militaires). L'un des traits communs à ces démarches est toutefois de concevoir cette culture du risque presque exclusivement d'un point de vue collectif, omettant ainsi la façon dont celle-ci peut s'incarner et être activée d'un point de vue individuel (conscience et perception des risques, expérience et mémoire des catastrophes, connaissance des mesures de sauvegarde) (Benitez *et al.*, 2020). Or, si des apprentissages sont rendus possibles par

l'information préventive, l'éducation au risque ou la mémoire des catastrophes, il apparaît que ceux-ci ne sont pas nécessairement mis en œuvre par les individus, y compris lorsque ces derniers disposent d'une telle culture.

- 13 Cette « culture des risques naturels » aux Antilles françaises rencontre les préoccupations du programme européen de coopération régionale Interreg, au cours des années 2000, autour de la mutualisation et du partage des moyens d'expertise, alors que se concrétise la réponse au changement climatique des États indépendants de la Caraïbe, avec l'installation au Belize du Caribbean Community Climate Change Center (CCCC) en 2002. Le CaribRiskCluster, issu du programme Interreg III « Espace Caraïbe » (2007-2013), en constitue un bon exemple. Celui-ci se donne pour objectif de fédérer l'expertise sur les « risques naturels et de la mer » par des projets de coopération inter-îles dans la Caraïbe, en capitalisant sur l'expérience des Antilles françaises. Au-delà des situations de crise « réelles », la multiplication des exercices et dispositifs de coopération régionale contribue ainsi à ériger le RETEX en « bonne pratique » de prévention et gestion des risques et catastrophes « naturels ». Mais alors que l'émergence de « menaces nouvelles »¹⁶ placent ces territoires et leurs populations face à des situations de crise ou multi-crisis potentiellement inédites, le caractère « hors-norme » de la saison cyclonique 2017 aux Antilles a singulièrement remis en lumière l'importance des RETEX et leur intégration dans les politiques locales du risque.

Le RETEX à l'épreuve d'une saison cyclonique « hors-norme »

- 14 Les caractéristiques mêmes de l'ouragan Irma, en particulier des vents moyens de 270 à 295 km/h pendant plusieurs jours (mais aussi des rafales à plus de 350 km/h), en font le premier ouragan de catégorie 5 à avoir affecté directement les Petites Antilles, selon les bases de données existant depuis 1851 (Météo-France)¹⁷. Dans ce contexte post-catastrophe mais aussi post-électoral (quatre mois après l'élection d'Emmanuel Macron et un mois avant les Assises des Outre-mer), la mobilisation de l'État aussi bien pour la gestion de crise que pour la reconstruction des territoires constituait un enjeu politique fort. Le 14 septembre 2017, Philippe Gustin, préfet de Guadeloupe, était nommé délégué interministériel pour la reconstruction des îles de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin. Dans son rapport intitulé « Repenser les Îles du Nord pour une reconstruction durable »¹⁸, un certain nombre de constats et propositions visaient à favoriser le développement d'une « doctrine pour une reconstruction préventive », mettant en exergue une fenêtre d'opportunité pour l'élaboration d'un « nouveau contrat social » entre l'État et les collectivités concernées. Rappelant le souhait du gouvernement de « tirer pleinement les leçons d'Irma et d'accompagner une reconstruction exemplaire », cette réflexion devait permettre d'engager « une réflexion sur l'avenir du territoire à long terme ».
- 15 Cette expression des « besoins de RETEX » s'est plus largement déclinée à travers diverses initiatives gouvernementales, parlementaires et scientifiques : missions du ministère de la Transition écologique et de la délégation sénatoriale aux Outre-mer, audit du Conseil général de l'environnement et du développement durable, rapport à l'Assemblée nationale sur la gestion des événements climatiques majeurs dans les zones littorales de l'Hexagone et des Outre-mer... Certaines de ces orientations ont été reprises dans le *Livre bleu* (« Ambition 2 : Faire des outre-mer des territoires d'excellence en matière de gestion des risques naturels majeurs »), ainsi que dans un

projet de loi relatif aux risques naturels majeurs dans les Outre-mer. Les retours sur l'événement ont aussi bien concerné la reconstitution des phénomènes météorologiques, un bilan-évaluation des messages d'alerte et leur appropriation par différents usagers, l'élaboration de nouvelles cartes d'aléas de submersion par le CEREMA¹⁹ (cf. *infra*), ou encore différents aspects touchant à la phase de reconstruction.

- 16 Cette diversité des RETEX post-Irma se donne à voir dans un dossier de la revue *Préventique*, publié un an après la catastrophe²⁰. Sa lecture permet notamment de relever la difficulté des relations avec les pouvoirs locaux et la justification d'une présence souple mais ferme de l'État, contexte dans lequel s'est inscrit également « le retour d'expérience de la *task force* scientifique menée par l'université de Montpellier » (pp. 66 *sqq.* du dossier). Dès octobre 2017 en effet, la *Geodisasters Research Team* de l'UMR GRED, forte de ses capacités d'expertise et de mobilisation rapide en situation post-catastrophe, a conduit différentes missions de terrain dans le but d'initier un processus de RETEX à Saint-Martin et sur d'autres territoires voisins « cyclonés » (Vinet & Leone, 2020). Elle a par la suite déposé la proposition de projet TIREX à l'appel « Ouragans » de l'ANR, lancé dans le cadre d'une procédure accélérée dite « Flash ». La partie suivante s'attache alors à scruter et mettre en perspective ce RETEX à la fois ambitieux et révélateur de multiples enjeux pour la production et le transfert de savoirs dans les politiques du risque en Outre-mer.

RETEX post-Irma : le transfert des apprentissages en question

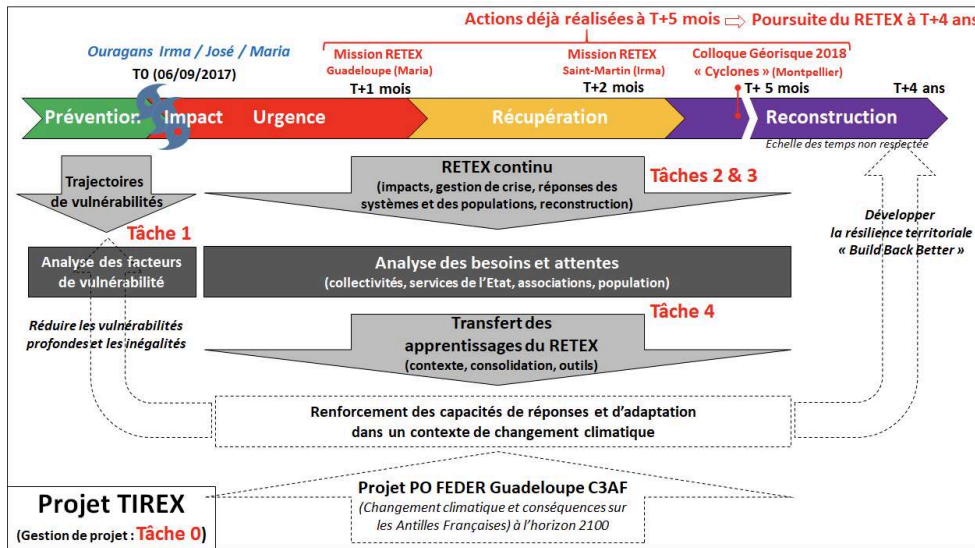
- 17 Si la recherche française financée dans le cadre de l'ANR avait peu porté jusqu'ici sur les enjeux de reconstruction d'un territoire à la suite d'une catastrophe, à l'exception notable du tremblement de terre survenu en Haïti en 2010²¹, l'appel « Ouragans 2017 » se veut explicitement orienté vers la reconstruction des territoires post-catastrophe, en référence au concept de « *Build Back Better* » promu par le cadre d'action de Sendai (Fernandez & Ahmed, 2006). Plus précisément, les recherches financées devaient s'inscrire dans « la "vérité terrain" inédite de cet événement météorologique extrême » et des « projets impliqués » recourant aux sciences humaines et sociales afin de produire des résultats à « visée opérationnelle »²². À cet égard, les orientations du RETEX prises dans le projet TIREX se distinguent par l'accent mis sur le « transfert des apprentissages ». Nous présentons ci-dessous la façon dont ce transfert d'apprentissages a été conçu et mis en pratique par le consortium TIREX, puis analysons les tensions entre critères de crédibilité, de légitimité et de pertinence des savoirs en resituant ce RETEX dans son contexte sociopolitique.

Du RETEX au transfert des apprentissages

- 18 La caractéristique première du projet TIREX est de se présenter comme un « RETEX continu », autrement dit inscrit dans la durée, par opposition au RETEX « à chaud », comme le résume le porteur du projet, Frédéric Leone :
- « RETEX continu », ça veut dire en fait, par rapport à la majorité des RETEX qui se font à chaud, le RETEX quand tu suis le relèvement d'un territoire, il faut le faire dans la durée [...]. D'où la temporalité, la fréquence des missions, tous les six mois (entretien, porteur du projet TIREX).

- 19 Cette volonté résulte pour beaucoup de son parcours professionnel, s'inscrivant dans le sillage de travaux en géographie qui interrogent la vulnérabilité croissante des sociétés, à l'instar des travaux conduits par Robert d'Ercole (1996) dix ans après le séisme de 1983 sur la ville de Popayán (Colombie), ou de ceux conduits sur les conséquences de l'éruption du Pinatubo aux Philippines (Leone & Gaillard, 1999). Si le projet TIREX s'inscrit sur le temps long, c'est aussi à la faveur d'autres projets qui s'emboîtent ou se suivent, révélant ainsi l'existence d'un réseau de relations tant scientifiques qu'institutionnelles. Ceci est bien illustré par l'inscription de TIREX dans C3AF (Changement climatique et conséquences sur les Antilles françaises), projet financé sur fonds européens, par le biais duquel s'effectue la première mission de l'équipe du GRED un mois et demi après le passage d'Irma. D'autres projets menés par cette équipe aux Antilles françaises²³ facilitent le choix des Îles du Nord, en particulier Saint-Martin où des collaborations ont déjà été établies avec les gestionnaires de crise. C'est ainsi que le projet TIREX revendique son inscription dans la continuité d'une douzaine de projets menés dans la Caraïbe au cours des vingt dernières années.
- 20 Outre son inscription dans la durée, le projet TIREX se distingue par la volonté de faire du transfert des apprentissages un élément-clé de la pratique du RETEX. Ce « souci du transfert » part directement du constat des limites de « l'approche REX interactive et dynamique » développée à la suite du cyclone Lenny au début des années 2000, auquel le porteur du projet, alors en poste aux Antilles, avait participé :
- Les conclusions de ce travail n'ont jamais percolé dans les services de l'État, donc ça n'a jamais influencé une quelconque politique de prévention [...]. À l'époque [...], ce qui animait ce projet, c'était comment faire du RETEX et on avait fait des réunions collectives avec des représentants de l'État sur comment on fait du « RETEX positif », il y avait l'École des Mines de Paris d'ailleurs qui était intervenue, avec Monsieur Wybo. Donc, on était plus focalisé sur « comment faire du RETEX pluridisciplinaire » que « comment faire du transfert »... (*ibid.*)
- 21 Le projet soumis à l'ANR se veut dès lors à double détente :
- Les trois événements cycloniques de septembre 2017 représentent donc à la fois une opportunité d'apprentissage par le biais des méthodes du retour d'expérience (RETEX) intégré et pluridisciplinaire sur des territoires particulièrement vulnérables, et aussi une occasion rare d'appliquer ou d'inventer des méthodes de transfert de ces apprentissages vers les populations et les autres acteurs de la prévention, de la gestion de crise et de la reconstruction territoriale (projet TIREX, document scientifique, AAP Ouragans 2017, p. 3).
- 22 Comme le montre l'organigramme des tâches et objectifs du projet (fig. 1), le « transfert des apprentissages » constitue un point de passage obligé du « renforcement des capacités de réponses et d'adaptation », qui est l'objet de la tâche 4 (« Consolidation des outils de transfert des apprentissages »), à laquelle se rattache également notre contribution au projet. C'est sur ce double front – à la fois contributif et réflexif – que nous avons entrepris nos recherches dans ce projet, suivant une démarche raisonnée et assumée de « RETEX au carré ».

Figure 1 : organigramme des tâches et objectifs du projet TIREX



Source : projet TIREX

- 23 Le consortium réuni autour du projet TIREX est majoritairement composé de géographes, toutes sensibilités confondues (géographie physique, sociale, humaine), associant ou empruntant également à d'autres disciplines (histoire, droit, science politique, sociologie, psychologie notamment). Nourri par une forte composante spatiale et cartographique du risque, ce projet mobilise différents savoirs et méthodes, reposant sur des sources existantes ou produites à partir d'investigations de terrain aux plans qualitatif et quantitatif. C'est ainsi qu'une base de données retraçant l'historique des ouragans ayant eu lieu dans les Antilles françaises du XVII^e siècle à nos jours a été constituée, que les conditions météorologiques des événements cycloniques de 2017 ont été recrées *via* un modèle météorologique à haute résolution, ou encore qu'une quantification des déchets à Saint-Martin a été réalisée.
- 24 Si la notion de transfert mise en avant dans le projet est peu conceptualisée au départ, notamment vis-à-vis des attentes et besoins pour la décision et l'action, celle-ci n'en demeure pas moins sous-tendue par une orientation générale qui prend consistance au fur et à mesure de sa mise en œuvre :
- Le transfert peut s'envisager à différents moments et sous différentes formes, mais il ne se fait pas en fin de projet [...]. Et bon, voilà, il y a transfert et transfert, c'est peut-être un grand mot, mais le transfert, c'est déjà partager ce que nous on observe [en tant que scientifiques] et essayer de l'adapter à un plus large public (entretien, porteur du projet TIREX).
- 25 L'atelier de restitution à mi-parcours organisé en mars 2019 à l'hôtel de la Collectivité de Saint-Martin donne un premier aperçu des enjeux soulevés par cette orientation. Si les représentants des services de l'État et de la Collectivité (à l'exception des élus) s'y déplacent en nombre, il s'agit avant tout d'une occasion de présenter les premiers résultats du projet. À cet égard, la rencontre se révèle bien relayée par la presse locale : le quotidien *Le Pélican* en fait la Une de son édition du lendemain (« L'impact d'Irma passé au peigne fin »). Pour le porteur du projet, c'est le signe que « le transfert a commencé » :

Le transfert, c'est aussi ça, arriver sur le moment à intéresser à nos travaux les acteurs du territoire, les médias et tout ça (*ibid.*).

26 Plus qu'un outil de transfert, cette « journée d'échanges » se révèle être un indicateur de la « relation de confiance » que cherche à établir le consortium auprès de la Collectivité d'outre-mer (COM) et des services de l'État, relation « qui ne peut qu'établir un bon transfert » (*ibid.*).

27 La volonté de partager des connaissances auprès des parties prenantes se retrouve également dans les publications scientifiques du projet, à travers le choix de revues en français et en accès libre, doublé de l'envoi de certains articles aux enquêtés (gestionnaires de crise ou associatifs) :

On travaille aussi pour améliorer la sécurité de ces territoires, donc, si tes résultats restent uniquement dans des revues cotées en anglais, ils ne serviront à rien pour la gestion locale du risque (entretien, membre du projet TIREX).

28 Les impératifs professionnels du monde universitaire, ici la valorisation et la crédibilité du savoir produit *via* l'évaluation par les pairs, se doublent d'une recherche de légitimité vis-à-vis d'un projet de recherche « impliqué » en termes de valorisation. Toutefois, l'envoi des publications aux médias illustre une des limites d'un modèle linéaire de partage des connaissances, à l'image d'un article publié sur « la rumeur des morts » au cours du projet, dont la reprise par la presse locale²⁴ a pour effet de « relancer la rumeur », aux dires d'un des auteurs interviewés, malgré l'objectivation des faits :

Dans les commentaires de l'article, ils [les lecteur·ices] relancent la rumeur [...], ça recommence, on a une espèce de mise en abyme de notre article [...]. De toute façon, si tu parles des rumeurs, tu les alimentes. On essaye de faire une analyse assez structurée, le problème, c'est que les gens ne lisent pas notre article mais lisent l'article du journal où la journaliste ne reprend pas tout ce qu'on a fait mais reprend les éléments-clés. Pourtant, elle a mis le lien direct vers la revue, l'article [...]. Y'en a qui vont lire l'article mais, en fait, c'était déjà les gens convaincus [...]. Mais ceux qui ont décidé qu'on mentait et qu'on travaillait pour l'État et qu'il y a des milliers de morts, eux, on ne les aura jamais. Mais bon, peut-être qu'il y en a un ou deux qu'on a réussi à convaincre... (entretien, membre du projet TIREX)

29 Par contraste, l'implication des parties prenantes se retrouve au cœur d'un projet de « jeu sérieux » (*serious game*), conçu comme un outil de transfert « participatif ». Ce choix s'inscrit plus directement dans un modèle de co-production des connaissances. En congruence avec l'hypothèse d'« *action learning* » (Revans, 1982), soit l'apprentissage chemin faisant, celui-ci envisage de faire jouer à des décideurs locaux de Marie-Galante, île de la Guadeloupe relevant d'une situation de double insularité jugée propice à l'expérimentation, une pseudo-crise cyclonique sur la base d'un scénario inspiré d'Irma, à partir de l'adaptation d'un jeu de plateau existant, conçu en référence aux catastrophes survenues lors du tsunami de 2004 dans l'océan Indien et du séisme de 2010 en Haïti – *Aftershock: A Humanitarian Crisis Game* (2015). Si la partie « *gaming* » ne nécessite pas de transposition particulière, les cartes appellent quant à elles à mobiliser les premiers résultats du projet de manière pertinente vis-à-vis du contexte ultramarin français. Au-delà de la pandémie de Covid-19 aux Antilles, qui place rapidement la réalisation de cet exercice dans une forte incertitude, avant d'être reportée *sine die*, ces enjeux d'adaptation révèlent la complexité de la mise en œuvre du dispositif et la difficulté à envisager des apprentissages « à grande échelle ». De ce point de vue, la distance géographique entre chercheurs et parties prenantes demeure une contrainte forte, voire un obstacle, à la conception d'outils intégrés de transfert des apprentissages, comme l'exprime cet extrait d'entretien :

L'idéal, c'est de co-construire le jeu avec les vrais acteurs. Le souci qu'on avait avec TIREX, c'est qu'étant loin du terrain ce n'est pas évident, parce que la co-construction, ça nécessite de se réunir plusieurs fois [entre] gestionnaires, scientifiques ou décideurs et, petit-à-petit, de monter des règles pour établir le jeu et ça, ça prend beaucoup de temps et, étant en métropole, ça paraît difficilement faisable de co-construire un jeu avec les acteurs directement sur le terrain [...]. L'objectif dans TIREX, c'est plutôt de construire le jeu à partir des entretiens et des gens qu'on a pu rencontrer, et puis de venir ensuite sur place pour le faire jouer une première fois et, bien sûr, de récupérer des infos et d'améliorer le jeu [...]. Et donc, après la présentation du jeu, on récupère les retours d'expérience des joueurs et puis, on fait évoluer le jeu jusqu'à ce qu'on arrive à un jeu à peu près stable [...]. Donc, c'est assez difficile... On a peu de temps pour développer un jeu dans les délais... (entretien, membre du projet TIREX)

- 30 La réalisation d'un « guide de la reconstruction post-catastrophe »²⁵ ainsi que du site Internet du projet TIREX²⁶, conçus et présentés comme des éléments déterminants du transfert, profitent davantage de cette situation d'incertitude. Le site Internet amène à prendre au sérieux la mémoire tant collective qu'individuelle des catastrophes et la capitalisation des connaissances en tant qu'éléments à part entière du RETEX. Imaginé afin de rendre compte des résultats du projet « de façon ludique et intelligible », le site est conçu comme un outil de géovisualisation alimenté par des « récits cartographiques » (ou « *story maps* ») ayant vocation à illustrer différents aspects du RETEX dans un langage qui se veut accessible au plus grand nombre. La mise en œuvre d'un tel site n'est toutefois pas, là encore, sans soulever plusieurs interrogations au sein du collectif : ainsi, faut-il faire valoir les résultats du projet TIREX uniquement, des projets antérieurs associant les membres du consortium ou des autres projets de l'appel « Ouragans » ? N'y aurait-il pas lieu d'adapter le langage choisi à chacun des publics visés (gestionnaires de crise, associations, habitants...) afin de faciliter leur apprentissage ? D'autres interrogations du même type ressortent des entretiens :

Qu'est-ce qu'on met comme contenu, que des travaux de l'équipe TIREX ? Que des travaux de l'équipe TIREX, pendant TIREX ? Avant TIREX ? On va chercher des travaux sur d'autres trucs ? Est-ce qu'on s'autorise à faire la synthèse de documents qui sont des documents d'autres personnes ? (entretien, membre du projet TIREX)

- 31 Finalement, le choix de l'expression « *sharing learning* » retenue pour traduire en anglais ce RETEX scientifique illustre bien la démarche d'ensemble du projet TIREX : l'expression dénote à la fois le fait de « partager des apprentissages » et celui, pour ainsi dire, d'« apprendre en partageant ». Cette posture d'expertise, ouverte et pédagogique, rend en partie compte du paradoxe d'un consortium « à dominante universitaire forte », tel que relevé par le comité d'évaluation scientifique du programme « Ouragans » de l'ANR vis-à-vis de ses retombées opérationnelles, et revendiquant en même temps la capacité de « transférer en continu » ses résultats de recherche. Ce qui ressort malgré tout de cette immersion, c'est que les outils du transfert des apprentissages demeurent pour l'essentiel conçus indépendamment des attentes ou besoins exprimés par les acteurs institutionnels et populations locales. Ceci est vrai non seulement du site Internet mais aussi du « guide de la reconstruction », dont la structure reprend les grandes tâches du projet (fig. 1), soit un cadrage scientifique conçu au départ par les chercheurs en réponse à une commande nationale :

Je me dis que dans notre projet, là où on a peut-être un peu manqué au niveau de l'éthique, c'est que cette étude on l'a imposée au territoire [de Saint-Martin] et à la Collectivité : ce n'est pas parti d'une demande locale, c'est une demande de l'ANR. Pour faire encore plus éthique, je pense qu'il aurait fallu, avant même de répondre

au projet – mais on a toujours des temps très courts – prendre contact avec la Collectivité, leur demander s'ils voulaient un projet de ce type, leurs attentes et objectifs à eux, et on aurait pu rédiger un projet en fonction de cette demande. Or cette demande je ne l'ai pas cernée, je l'ai imaginée (entretien, porteur du projet TIREX).

- 32 L'importante production de cartes, de données à la fois quantitatives et qualitatives, semble ainsi soumise et répondre avant tout à une logique de moyens, qui interroge la capacité à produire une connaissance réellement utile pour les territoires concernés. Au regard de ces enjeux, notre démarche de « retour sur le retour d'expérience » invite alors à replacer ce RETEX dans le cadre plus large des enjeux d'expertise et des jeux politiques à l'œuvre après le passage d'Irma à Saint-Martin, mettant en lumière les fortes contraintes en termes de portée et de légitimité des savoirs produits dans un tel contexte.

RETEX, apprentissages et politiques du risque outre-mer

- 33 Une première dimension des contraintes internes au RETEX relève du mandat et des relations au mandataire à l'origine du projet TIREX, en l'occurrence ici la dynamique impulsée par l'ANR pour soutenir une production de connaissances sur les conditions de relèvement et de reconstruction des territoires. Deux points d'achoppement transparaissent pour le cas présent : la coordination des différents projets retenus²⁷, relativement proches pour certains dans leur périmètre et leur contenu, ainsi que les problèmes de sur-expertise ou « sur-étude » (Chossière *et al.*, 2021) sur des territoires exigus. Ces deux aspects, fortement liés, sont pointés par des chercheurs pour qui la concurrence entre les équipes s'exerce aussi bien sur le terrain qu'autour de la valorisation et de la publication des données et résultats :

Le problème à la base, c'est que l'ANR a financé trois fois le même projet (entretien, membre du projet TIREX).

On se marche sur les pieds (bilan à mi-parcours de l'appel à projets ANR, membre d'un autre projet).

- 34 Malgré quelques tentatives de coordination à l'initiative de certains scientifiques, cette effervescence ou « ruée vers l'or » sur les terrains post-catastrophe sont des phénomènes bien observés, aussi bien dans le champ de la recherche (Gaillard & Gomez, 2015) que dans celui de l'aide internationale (humanitaire, développement) (Naudet, 1999). Ils renvoient notamment à la rapidité d'intervention pour collecter les données les plus immédiates après la catastrophe, publier les résultats et asseoir une reconnaissance scientifique, voire médiatique. Se jouent aussi d'autres tensions entre stratégies de recherche et de publication d'une part, et exigences morales vis-à-vis des populations sinistrées d'autre part ; autrement dit, entre une recherche par projet qui, du Nord au Sud (et retour), peut apparaître dans certaines situations comme une activité « extractiviste » de connaissances, et entrer en tension avec une éthique préventive de la recherche en situation post-catastrophe (Gaillard & Peek, 2019 ; Moatty *et al.*, 2017).
- 35 Ces tensions internes à la pratique du RETEX scientifique peuvent alors être lues en regard des freins aux apprentissages qui en sont issus : la distance entre laboratoires (de l'Hexagone en grande majorité) et terrains ultramarins impliquant une présence ponctuelle, la publication des données avant de pouvoir les vulgariser et transmettre aux bénéficiaires, la pérennisation de ces données pour faire face au « turnover »

d'acteurs locaux de la prévention et gestion des risques, etc. Cette mobilité des gestionnaires de crise ressort particulièrement des contraintes liées à l'organisation de la conférence finale de restitution du projet TIREX, d'abord envisagée à Saint-Martin puis en Guadeloupe, face à la perte des liens institutionnels patiemment tissés avec la Collectivité saint-martinoise, que l'arrêt brutal des missions de terrain sur la dernière année du projet en raison de la pandémie de Covid-19 ne permet ni d'anticiper ni de rattraper. Ces éléments ouvrent sur une seconde dimension, relative à la place du RETEX dans les logiques institutionnelles et organisationnelles au sein desquelles il se déploie, invitant à considérer plus largement le contexte sociopolitique auquel s'attache cette situation d'expertise.

- 36 Comme évoqué plus haut, ce RETEX scientifique s'inscrit en effet dans une multiplicité de démarches d'expertise de ce type : celles relevant des différents organes de l'État, de certains corps de métiers techniques ou encore d'organisations ou associations humanitaires. En cela, le projet TIREX se positionne comme une « recherche finalisée » et est mené de sorte à produire et transférer des connaissances utiles et « accessibles à tout le monde », mais sans entrer dans le jeu conflictuel en matière de gestion et régulation du risque :

Dans nos travaux, il y a certainement quelques recommandations qui vont ressortir, mais on ne s'est jamais positionnés en tant qu'aménageur ; concrètement, on n'interviendra pas sur le zonage du nouveau PPR [Plan de prévention des risques] [...]. On n'est pas du tout sûr de la décision opérationnelle [...]. Ce n'est pas un projet où on s'est positionnés pour aider l'État dans la reconstruction [...]. On n'a pas forcé les choses [...], par contre on favorise le dialogue avec ceux qui prennent des décisions, en se disant, et bien s'ils ont besoin de prendre une décision, ils savent qu'on est là et peut-être qu'ils nous consulteront (entretien, porteur du projet TIREX).

- 37 Se tenant « à bonne distance » du terrain tout en maintenant l'association avec les acteurs institutionnels locaux, ce positionnement se démarque ainsi d'une science réglementaire, démarche à laquelle le CEREMA (en tant qu'établissement public tourné vers l'appui aux politiques publiques) a été confronté pour l'élaboration des cartes d'aléas de submersion ayant alimenté la révision du Plan de prévention des risques naturels (PPRN) à Saint-Martin. Les conflits autour de ce PPRN, entre l'État et la Collectivité de Saint-Martin d'une part, et *via* des mouvements sociaux très vifs localement d'autre part, mettent ici en lumière les difficultés à articuler « RETEX scientifique » et « RETEX d'État » pour légitimer le savoir cartographique (Le Bourhis, 2007) face à des intérêts antagonistes. Dans le cas présent, cela renvoie en grande partie aux relations de pouvoir et de défiance entre État et Collectivité, lourdes d'un héritage colonial au sein duquel le statut territorial de l'île pèse encore beaucoup, voire constitue « la « cause profonde » de la vulnérabilité de ce territoire » (Duvat, 2008). Les mouvements sociaux qui se sont manifestés à l'encontre de ce PPRN²⁸ étaient déjà en germe au moment de notre enquête, comme le montre cet extrait d'entretien :

Enquêteur : Oui, ce sont des choses qu'on a vues après Xynthia, la question des zones noires et violettes, la publication des données...

Interviewé : Oui mais ici, ça va barder encore plus, parce que là-bas ce sont des blancs contre des blancs. Ici quand les gens de Sandy Ground [quartier périphérique de Saint-Martin situé sur une étroite bande de sable] vont s'y mettre devant les gendarmes blancs, ça va péter. Ils ne disent rien les gens, ils attendent, mais quand ça va sortir... (entretien, service de la COM)

38 Ce parallèle avec la tempête Xynthia de 2010²⁹ illustre une singularité de ce type d'actions correctives en matière d'urbanisme en zone à risque dans le contexte ultramarin : par rapport à des territoires hexagonaux, la posture de l'État outre-mer se pose en des termes différents, tel un « colosse aux pieds d'argile »³⁰ renvoyé à l'encastrement social de la vie politique et administrative aux Antilles françaises, en particulier le rôle central des relations socio-ethniques au sein de l'action publique territoriale. Ces deux catastrophes ont en effet généré une réponse rapide de l'État, avec affirmation de son rôle régalien, de garant de la sécurité via la délimitation de zones inconstructibles qui ont entraîné différentes levées de boucliers. Mais cette rapidité d'intervention, dans une logique d'*accountability*, participe aussi des relations de défiance des populations et pouvoirs locaux vis-à-vis de l'État. De surcroît, le récent transfert de la compétence « urbanisme » à la Collectivité de Saint-Martin, et le maintien de compétences régaliennes au sein des services de l'État, produit un certain nombre de *hiatus* dans la coordination entre ces deux institutions :

Ce PPRN a été fortement décrié par la Collectivité alors que la Collectivité s'était engagée pour réaliser le PPRN avec l'État, sauf qu'on a eu [...] quelques réunions avec la Collectivité, mais pas comme on espérait. Il est attaqué de toutes parts ce PPRN (entretien, service de l'État).

39 Le président de la Collectivité de Saint-Martin fustigeait à ce titre les « donneurs de leçons »³¹ face à la volonté des services de l'État d'appliquer par anticipation (c'est-à-dire avant la procédure d'instruction et de consultation publique) le nouveau PPRN, considéré comme un « second cyclone »³². La Collectivité a alors organisé une « concertation alternative » afin d'apaiser le climat social et de proposer un « contre-projet » de PPRN. Les facteurs structurels qui pèsent sur la gestion et prévention des risques et crises à Saint-Martin, tels que le statut territorial, la répartition des compétences ou encore la faiblesse des solidarités territoriales (Duvat, 2008), sont donc aussi à lire et à réinscrire dans ces frictions postcoloniales.

40 Cette mise en perspective conduit à relativiser la portée des RETEX dans les politiques du risque outre-mer, ainsi que du discours sur les « territoires d'excellence » de la gestion et réduction des risques de catastrophes « naturelles ». À cet égard, le projet de loi sur les risques naturels majeurs dans les Outre-mer, mis en avant à la suite de la saison cyclonique 2017 aux Antilles, insistait sur la « capitalisation de l'expérience » et l'appui sur des « guides de bonnes pratiques », sans toutefois paraître en mesure de restaurer un climat de confiance entre acteurs territoriaux pour tirer pleinement les leçons de l'événement. La dissolution récente de la Délégation interministérielle aux risques majeurs outre-mer rend également sujet à caution l'aboutissement d'un tel projet³³. Le prisme dominant de l'État-nation gagnerait alors sans doute, ici plus qu'ailleurs, à interroger d'autres cadres de solidarité et de responsabilité – que l'on songe à l'inscription des territoires antillais dans leur environnement géographique et politique caribéen (à l'instar de la Caribbean Disaster Emergency Management Agency), ou encore, comme appelé dans le *Livre bleu*, au développement de capacités locales de recherche et d'expertise sur les enjeux socio-environnementaux de ces territoires insulaires –, plus propices au déploiement d'un modèle circulaire de production de connaissances.

Conclusion : le RETEX, vecteur de changement ?

- 41 Considérés comme des opportunités d'apprentissage et de changement, les RETEX relèvent généralement d'une « difficile équation » (Crozier *et al.*, 2016) entre un retour rapide des conditions de vie des populations et des processus à plus long terme pour la réduction des vulnérabilités et la « reconstruction durable » des territoires sinistrés (Moatty *et al.*, 2017). Ces frictions temporelles surgissent en effet d'une part des logiques d'intervention rapide et d'*accountability* à la suite d'une catastrophe, et d'autre part des velléités d'apprentissage (Boin *et al.*, 2008) pour agir sur les vulnérabilités et opérationnaliser le désormais célèbre mantra « *Build Back Better* » en faveur de la résilience des territoires ultramarins et caribéens³⁴. Certaines de ces limites sont apparues au grand jour avec la « crise organisationnelle » associée à la pandémie de Covid-19, en témoignant de l'urgence de « lutter contre le phénomène de “désapprentissage” des organisations, qui finissent par oublier des connaissances, des procédures et des savoir-faire qu'elles ont développés et partagés collectivement » (Bergeron *et al.*, 2020, p. 103). Sur ce point, le projet TIREX présenté dans cet article se distingue par une double volonté de mener un RETEX dans la durée, tout en y associant le transfert de ses résultats aux parties prenantes. S'inscrivant dans une recherche à la fois collaborative et réflexive, notre démarche s'est efforcée de restituer cette situation d'expertise dans son histoire, ses dispositifs et ses acteurs, pour tenter de dégager les enjeux et certaines « conditions de félicité » de ce transfert.
- 42 Une des conclusions fortes conduit à relever une tension entre un modèle diffusionniste et linéaire de l'expertise, prépondérant dans les divers RETEX conduits après Irma, et un modèle co-productif, circulaire et procédural, plus complexe à mettre en œuvre dans ce contexte. Or, si ces deux modèles peuvent se révéler complémentaires, ils n'ont pas le même poids ni la même portée en termes de transfert des apprentissages et donc d'appropriation par les acteurs concernés. Ceci renvoie dos-à-dos logique de recherche par projet et dynamique de recherche en continu, qui répondent de contraintes ou de finalités parfois difficilement conciliables (financement, évaluation, livrables, etc.). Parmi les effets induits du cadrage initial, les attentes et besoins locaux tout comme régionaux en matière de RETEX ne sont pas étudiés dans le temps imparti et les liens avec l'expertise locale restent limités. Mais la tension la plus tangible et déterminante relève *in fine* des contraintes rencontrées pour assurer la visibilité et la légitimité des savoirs au sein du jeu décisionnel et politique local. Nous avons notamment montré à quel point les efforts déployés pour instaurer des liens aussi pérennes que possible avec les acteurs locaux (qu'ils soient universitaires ou gestionnaires de crise), en répétant les collaborations d'un projet à l'autre, se heurtent à des contraintes organisationnelles majeures – faute plus largement d'une structure étatique durable permettant d'organiser les savoirs, leur transfert et la prévention continue, dont la Délégation interministérielle aux risques majeurs outre-mer avait l'ambition. À rebours des discours réenchanteurs autant que dénonciateurs sur le RETEX, ce résultat éclaire de façon compréhensive la dynamique et la complexité des relations qui peuvent se nouer entre science et politique aux marges de l'État après une catastrophe.
- 43 Le cas ultramarin appelle de la sorte à mettre l'accent sur les « vulnérabilités profondes » et la délicate légitimation des savoirs dans les politiques territoriales du risque, justifiant en ce domaine des RETEX à la fois plus systémiques et plus qualitatifs,

mais aussi plus intégrés. L'approche pragmatique de l'expertise retenue dans notre enquête permet en même temps d'introduire un questionnement sur les rapports de domination épistémique (Dumoulin Kervran *et al.*, 2017), auquel se prêtent particulièrement les Outre-mer français en matière de prévention et gestion des risques et catastrophes « naturels », bien que rarement étudiés sous cet angle. Vingt ans après les initiatives lancées par le CNRS et l'École des Mines sur le RETEX (Gilbert, 2001 ; Kervern & Wybo, 2002), les conditions de mise en œuvre de cette pratique et la capitalisation des travaux en la matière continuent de nourrir l'attention. La contextualisation des RETEX (formes historiques et situées, acteurs, territoires et savoirs) apparaît à cet égard comme un chantier encore peu exploré, autant sur l'objet de recherche (le risque, la reconstruction, les politiques publiques associées, etc.) que sur la recherche elle-même (son dessin, sa conceptualisation, sa pratique, etc.). La contribution du RETEX au transfert des apprentissages qui œuvrent à une approche intégrée suppose ainsi de poursuivre la réflexion quant à l'invention de « nouvelles » modalités d'association entre producteurs de savoirs, gestionnaires de crise et populations dans des contextes situés³⁵.

Nous adressons nos remerciements à l'ensemble des partenaires du projet TIREX et des personnes interviewées dans le cadre de l'enquête dont cet article est issu. Nous tenons également à remercier les membres de « l'équipe SHS » de l'ANR RAVEX pour les riches discussions ayant eu lieu lors d'une session d'échanges croisés, organisée à la Martinique en cours de projet, sur les politiques des risques et catastrophes « naturels » aux Antilles. Nous remercions enfin les évaluateurs de la revue pour la qualité des retours et suggestions nous ayant conduit à consolider l'article.

BIBLIOGRAPHIE

- Barbier, M., Cauchard, L., Joly, P.-B., Paradeise, C. & Vinck, D. (2013). Pour une approche pragmatique, écologique et politique de l'expertise. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 7(1), 1-23. <https://doi.org/10.3917/rac.018.0001>
- Benitez, F., Reghezza-Zitt, M. & Meschiné de Richemond, N. (2020). Culture du risque cyclonique et résilience individuelle en Guadeloupe et à Saint-Martin. *EchoGéo*, 51. <https://doi.org/10.4000/echogeo.18567>
- Bergeron, H., Borraz, O., Castel, P. & Dedieu, F. (2020). *Covid-19 : une crise organisationnelle*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Blaikie, P., Cannon, T., Davis, I. & Wisner, B. (1994). *At Risk: Natural Hazards, People's Vulnerability and Disasters*. London: Routledge.
- Boin, A., McConnell, A. & 't Hart, P. (éd.) (2008). *Governing after Crisis: the Politics of Investigation, Accountability and Learning*. Cambridge, N.Y.: Cambridge University Press.
- Borraz, O. (2008). *Les politiques du risque*. Paris : Presses de Sciences Po.

- Cash, D., Clark, W., Alcock, F., Dickson, N., Eckley, N. & Jäger, J. (2003). Saliency, Credibility, Legitimacy and Boundaries: Linking Research, Assessment and Decision Making. *KSG Working Papers Series*. <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.372280>
- Chamoiseau, P. (1996). *Une enfance créole I. Antan d'enfance*. Paris : Gallimard.
- Chossière, F., Desvaux, P. & Mahoudeau, A. (2021). La recherche de trop ? Configurations et enjeux de la surétude. *Annales de géographie*, 742(6), 5-19. <https://www.revues.armand-colin.com/geographie/Annales-geographie/Annales-geographie-ndeg-742-62021/recherche-trop-configurations-enjeux-suretude>
- Crozier, D., Jouannic, G., Tran Duc Minh, C., Kolli, Z., Matagne, E. & Arbizzi, S. (2016). Reconstruire un territoire moins vulnérable après une inondation. *Espace, populations, sociétés*, 3. <https://dx.doi.org/10.3390/su12208585>
- Daniel, J. (2018). De quoi les « outre-mer » sont-ils aujourd'hui le nom ? Dans R. Solbiac (dir.), *Penser et repenser le postcolonial dans le monde Atlantique* (pp. 43-59). Paris : L'Harmattan.
- D'Ercole, R. (1996). La catastrophe et son impact à moyen terme : l'exemple de Popayan (Colombie), dix ans après le séisme du 31 mars 1983. *Cahiers des sciences humaines*, 32(2), 445-470. <https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleintextes/pleintextes4/scihum/010006243.pdf>
- Desarthe, J. (2019). Les RETEX dans l'histoire : une pratique ancienne dans la gestion des risques. Dans T. Rey & S. Defossez (dir.), *Retours d'expériences post-catastrophes naturelles* (pp. 19-29). Montpellier : PULM.
- Desarthe, J. & Moncoulon, D. (2017). Quatre siècles de cyclones tropicaux dans les départements français d'outre-mer. *La météorologie*, 99, 52-58. <https://dx.doi.org/10.4267/2042/63590>
- Devès, M. & Le Bars, Y. (2020). Quelle place pour les experts d'hier et d'aujourd'hui face aux risques et catastrophes ? Dialogue entre générations. *Natures, sciences, sociétés*, 28(2), 178-189. <https://doi.org/10.1051/nss/2020028>
- Dumoulin Kervran, D., Kleiche-Dray, M. & Quet, M. (2017). Les STS ont-elles un Sud ? Penser les sciences dans/avec les Suds. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 11(3), 423-454. <https://doi.org/10.3917/rac.036.0423>
- Duvat, V. (2008). Le système du risque à Saint-Martin (Petites Antilles françaises). *Développement durable et territoires*, 11. <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.7303>
- Fernandez, G. & Ahmed, I. (2019). "Build back better" approach to disaster recovery: Research trends since 2006. *Progress in Disaster Science*, 8. <http://dx.doi.org/10.1016/j.pdisas.2019.100003>
- Gaillard, J.-C. & Gomez, C. (2015). Post-disaster research: Is there gold worth the rush?. *Jàmbá*, 7(1), 1-6. <http://dx.doi.org/10.4102/jamba.v7i1.120>
- Gaillard, J.-C. & Peek, L. (2019). Disaster-zone research needs a code of conduct. *Nature*, 575, 440-442. <https://doi.org/10.1038/d41586-019-03534-z>
- Gilbert, C. (2001). Retour d'expérience : le poids des contraintes. *Responsabilité et environnement*, 22, 9-24. <http://Annales.org/re/2001/re04-2001/gilbert09-24.pdf>
- Granjou, C., Mauz, I. & Daccache, M. (2013). Les conditions d'articulation entre recherche et expertise. Le cas des recherches sur la biodiversité. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 7(1), 67-86.
- Hoarau, K., Pirard, F. & Chalonge, L. (2020). Le réchauffement climatique actuel influence-t-il l'activité des ouragans extrêmes de l'Atlantique Nord (1945-2018) ?. *EchoGéo*, 51. <https://doi.org/10.4000/echogeo.19141>

- Jno-Baptiste, P. & Yacou, A. (dir.) (2007). *Les risques majeurs aux Antilles. Approche culturelle et prévention sociale*. Paris : Karthala/CERC.
- Kervern, G.-Y. & Wybo, J.-L. (2002). Le retour d'expérience de la gestion des crises : d'octobre 1986 à septembre 2001. *Mines*, 401, 34-36. <https://hal-mines-paristech.archives-ouvertes.fr/hal-00550518/document>
- Kirchhoff, J., Lemos, M.C. & Dessai, S. (2013). Actionable Knowledge for Environmental Decision Making: Broadening the Usability of Climate Science. *Annual Review of Environment and Resources*, 38, 393-414. <https://doi.org/10.1146/annurev-environ-022112-112828>
- Lacroix, A. (1939). La recherche scientifique dans les territoires d'outre-mer. *Revue internationale de l'enseignement*, 93, 5-19. <https://persee.fr/doc/revin1775-60141939num9318592>
- Le Bourhis, J.-P. (2007). Du savoir cartographique au pouvoir bureaucratique. Les cartes des zones inondables dans la politique des risques (1970-2000). *Genèses*, 68, 75-96. <https://doi.org/10.3917/gen.068.0075>
- Leone, F. & Gaillard, J.-C. (1999). Analysis of the institutional and social responses to the eruption and the lahars of Mount Pinatubo volcano from 1991 to 1998 (Central Luzon, Philippines). *GeoJournal*, 49, 223-238.
- Leiris, M. (1987 [1955]). *Contacts de civilisations en Martinique et en Guadeloupe*. Paris : Gallimard.
- McKenzie, T. (2019). Ethnographier un projet de recherche Nord-Sud. Entre différences épistémologiques, enjeux éthiques et rapports de pouvoir. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 13(2), 435-454. <https://doi.org/10.3917/rac.043.0425>
- Moatty, A., Gaillard, J.-C. & Vinet, F. (2017). Du désastre au développement : les enjeux de la reconstruction post-catastrophe. *Annales de géographie*, 714(2), 169-194. <https://doi.org/10.3917/ag.714.0169>
- Naudet, J.-D. (1999). *Trouver des problèmes aux solutions. Vingt ans d'aide au Sahel*. Paris : OCDE.
- Pagney Bénito-Espinal, F. (2019). Construire une culture du risque efficiente ? Le cas de la Guadeloupe et de la Martinique. *Géokonfluences*. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/risques-et-societes/articles-scientifiques/culture-du-risque-antilles>
- Pradel, L. (1999). Naturel, surnaturel : les phénomènes atmosphériques dans l'art oral caribéen. Dans A. Yacou (dir.), *Les catastrophes naturelles aux Antilles. D'une Soufrière à l'autre* (pp. 99-106). Paris : Karthala/CERC.
- Saffache, P., Marc, J.-V. & Huyghes-Belrose, V. (2003). *Les cyclones en Guadeloupe : quatre siècles cataclysmiques. Éléments pour une prise de conscience de la vulnérabilité de l'île de l'archipel guadeloupéen*. Paris : Ibis Rouge.
- Revans, R.W. (1982). What is Action Learning?. *Journal of Management Development*, 1(3), 64-75. <https://doi.org/10.1108/eb051529>
- Thély, L. (2016). *Les Grecs face aux catastrophes naturelles. Savoirs, histoire, mémoire*. Athènes : École française d'Athènes.
- Van Wassenhove, W. & Garbolino, E. (2008). *Retour d'expérience et prévention des risques. Principes et méthodes*. Paris : Lavoisier.
- Vinet, F. & Leone, F. (2020). Territoires « cyclonés ». Les aléas cycloniques et leurs impacts. *EchoGéo*, 51. <https://doi.org/10.4000/echogeo.18621>

NOTES

1. Le Figaro (2017). *Irma, un super-ouragan historique dans les Antilles*. Adresse URL : <https://www.lefigaro.fr/sciences/2017/09/06/01008-20170906ARTFIG00323-irma-un-super-ouragan-historique-dans-les-antilles.php> (consulté le 22 mai 2021).
2. ONERC (2018). *Les événements météorologiques extrêmes dans un contexte de changement climatique*. Paris : La documentation française, p. 132.
3. Nous retenons l'expression de « retour d'expérience » en français et l'acronyme RETEX pour des raisons pratiques d'écriture qui ne doivent pas occulter, sous ce vocable générique, la diversité des « RETEX » (technique, scientifique, administratif, judiciaire, profane, etc.) et des nuances de sens associées, comme en témoigne l'anglais : *lesson learned, feedback learning, lesson exploitation, etc.*
4. Gouvernance, risque, environnement, développement, devenu, à la suite d'une réorganisation au 1^{er} janvier 2021, le Laboratoire de géographie et d'aménagement de Montpellier (LAGAM).
5. Laboratoire de géographie physique (UMR 8591).
6. Littoral, environnement et sociétés (UMR 7266).
7. Laboratoire en géosciences et énergies (EA 4539).
8. Laboratoire caribéen de sciences sociales (UMR 8053).
9. Nos observations portent aussi bien sur les missions de terrain que sur les réunions internes de coordination du projet ou avec l'ANR. Une partie des entretiens et observations sur lesquels s'appuie cet article a été menée à l'occasion d'un atelier de restitution à mi-parcours du projet TIREX organisé à Saint-Martin en mars 2019. Une autre partie des entretiens mobilisés a été réalisée en visioconférence entre mai et juillet 2020. Au total, une vingtaine d'entretiens semi-directifs ont été conduits auprès des partenaires du projet, de représentants de l'ANR, de centres de recherche, d'experts et de gestionnaires de crise en France hexagonale et d'outre-mer.
10. C'est ce que l'on peut lire dès les premières lignes du *Livre bleu Outre-mer*, issu des travaux réalisés au cours des Assises des Outre-mer entre octobre 2017 et mars 2018 : « Un travail soutenu de retour d'expérience démontre que des initiatives pourraient être prises dans un dialogue entre le Gouvernement et le Parlement quant à la nécessité éventuelle de procéder à des adaptations législatives en matière de résilience de l'habitat et des réseaux, d'augmentation du taux de pénétration des assurances, de soutien à l'ingénierie des collectivités, ou encore de simplification du cadre juridique pour le rétablissement des services publics essentiels » (p. 18). Consulté sur <https://www.livrebleuoutremer.fr/>
11. Bourdeaux, I. & Gilbert, C. (1999). *Procédures de retour d'expérience, d'apprentissage et de vigilance organisationnels*. Grenoble : CNRS/MSH-Alpes. Consulté sur <http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/docs/Temis/0080/Temis-0080126/210711.pdf>
12. Wybo, J.-L., Godfrin, V., Colardelle, C., Guinet, V. & Denis-Remis, C. (2003). *Méthodologie de retour d'expérience des actions de gestion des risques*. Paris : ENSMP/Armines. Consulté sur <http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/docs/Temis/0077/Temis-0077919/19690Rapport.pdf>
13. Arnell, G., Darnaud, M. & Jasmin, V. (2018). *Rapport d'information fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer (1) sur les risques majeurs dans les outre-mer (volet relatif à la prévention, à l'alerte et la gestion de l'urgence)*. Paris : Sénat. Consulté sur https://www.senat.fr/espace_presse/actualites/201911/les_risques_naturels_majeurs_dans_les_outre_mer.html
14. De Vanssay, B. & Colbeau-Justin, L. (1999). *Gestion de crise dans les Caraïbes*. Paris : MATE/DPPR, p. 61. Consulté sur <https://side.developpement-durable.gouv.fr/PACA/doc/SYRACUSE/68217/prevention-reponses-aux-desastres-et-gestion-post-crise-en-caraibes-rapport-intermediaire?lg=fr-FR>

15. Sadran, P.-M. (dir.) (2003). *Retour d'expérience sur la prise de décision et le jeu des acteurs : le cas du cyclone Lenny dans les Petites Antilles au regard du passé*. Guadeloupe : CORIS. Consulté sur <https://www.researchgate.net/publication/311518831Retourd'experiencesurlaprisededecisionetlejeud'acteurslecasducycloneLennydanslesPetitesAntillesauregarddupasse>
16. Afflux et échouements massifs d'algues sargasses observés depuis 2011, intensification des épisodes de « brume de sable » venue des déserts d'Afrique et chargée de particules fines, sans compter la contamination durable des eaux, sols et chaînes alimentaires par la chlordécone et le paraquat utilisés comme insecticides agricoles entre les années 1970 et 2000 en Guadeloupe et Martinique ou la réémergence de maladies vectorielles comme la dengue.
17. Les derniers ouragans « de référence » ayant touché Saint-Martin étaient Luis, intervenu en septembre 1995, et Lenny en novembre 1999 ; le dernier cyclone en date sur ce territoire était Gonzalo en octobre 2014.
18. Gustin, P. (2017). *Repenser les îles du Nord pour une reconstruction durable*. Paris : Délégation interministérielle à la reconstruction des îles de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin. Consulté sur <https://outre-mer.gouv.fr/sites/default/files/rapportdephilippegustindelegueinterministerielalareconstruction21novembre2017.pdf>
19. Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement.
20. Préventique (2018). *Retour d'expérience : les enseignements de la catastrophe Irma*. Consulté sur <https://documentation.outre-mer.gouv.fr/Record.htm?idlist=2&record=19145191124919633739>
21. Devès, M. & Bougeault, P. (2019). *Risques et catastrophes naturels. Bilan des projets financés sur la période 2010-2018*. Paris : ANR, p. 25. Consulté sur <https://anr.fr/fileadmin/documents/2019/ANR-Cahier-N10-RisquesNat.pdf>
22. ANR (2017). « Ouragans 2017 » - *Catastrophe, Risque et Résilience*. Adresse URL : <https://anr.fr/fr/detail/call/ouragans-2017-catastrophe-risque-et-resilience/> (consulté le 22 mai 2021).
23. Tel le projet EXPLOIT (EXPLOitation et Transfert vers les collectivités des Antilles françaises d'une méthode de planification des évacuations en cas d'alerte tsunami), financé par la Fondation de France et achevé fin 2018.
24. SoualigaPost.com (2019). *Ce qui explique la rumeur sur le nombre de morts après Irma*. Adresse URL : <http://www.soualigapost.com/fr/actualite/34293/soci%C3%A9t%C3%A9/ce-qui-explique-la-rumeur-sur-le-nombre-de-morts-apr%C3%A8s-irma> (consulté le 22 mai 2021).
25. TIREX (2021). *Les connaissances et apprentissages de territoires cyclonés (Petites Antilles, saison cyclonique 2017). Fiches de synthèse des principaux résultats du projet ANR TIREX à l'attention des décideurs*. URL : <https://fr.calameo.com/read/006591530b5bdb6016ed1?page=1>
26. Adresse URL : <https://tirex.univ-montp3.fr/> (consulté le 22 mai 2021).
27. Au nombre de quatre : TIREX, APRIL (« Optimiser l'Anticipation et la Prise de décision en situation de crises extrêmes pour maintenir la RésILience de la société »), DÉPOs (« Déchets Post-Ouragans ») et RELEV (« REconstruction des territoires : LEViers pour anticiper les catastrophes naturelles »).
28. Voir, par exemple, Le Monde (2019). *Blocages, affrontements... vives tensions à Saint-Martin à propos d'un plan prévoyant de nouvelles zones non constructibles*. Adresse URL : <https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/12/17/blocages-affrontements-vives-tensions-a-saint-martin-a-propos-d-un-plan-prevoyant-de-nouvelles-zones-non-constructibles60232193224.html> (consulté le 22 mai 2021).
29. Cette tempête est l'un des derniers événements météo-marins les plus importants de ces dernières décennies en France hexagonale, en termes de dommages et de pertes humaines.
30. Daniel, J. (2019). *Les transformations de l'État outre-mer*. Communication présentée à l'Atelier de restitution de données du projet de recherche RAVEX, Université des Antilles (Martinique).

31. Outremers360° (2019). *Deux après Irma, Saint-Martin n'a pas fini de cicatriser*. Adresse URL : <https://outremers360.com/planete/deux-ans-apres-irma-saint-martin-na-pas-fini-de-cicatriser> (consulté le 22 mai 2021).
 32. Gibbs, D. (2020). Cité dans Rapport d'information au nom de la Délégation sénatoriale aux outre-mer sur la différenciation territoriale outre-mer : quel cadre pour le sur-mesure ? (p. 180). Paris : Sénat. Consulté sur <https://www.senat.fr/rap/r19-713/r19-713.html>
 33. La gazette des communes (2021). Risques majeurs Outre-mer : quelles suites à la mission interministérielle ?. Adresse URL : <https://www.lagazettedescommunes.com/744939/risques-majeurs-outre-mer-quelles-suites-a-la-mission-interministerielle/>
 34. Wilkinson, E., Twigg, J. & Few, R. (2018). *Building back better: A resilient Caribbean after the 2017 hurricanes*. London: ODI. Consulté sur <https://odi.org/en/publications/building-back-better-a-resilient-caribbean-after-the-2017-hurricanes/>
 35. Cet article a bénéficié d'un financement du projet TIREX (ANR-18-OURA-0002).
-

RÉSUMÉS

Cet article prend pour objet les retours d'expérience (RETEX) consistant à « tirer les leçons » d'un événement ou d'une suite d'événements dans les politiques des risques et catastrophes « naturels ». À la suite des cyclones survenus dans l'arc antillais en 2017, nous appuyons sur l'examen d'un RETEX et ses modalités de « transfert des apprentissages » et des savoirs produits. Nous analysons comment le collectif impliqué dans ce RETEX travaille au concret différentes conditions de ce transfert, en particulier la crédibilité, la légitimité et la pertinence des savoirs pour l'action. Le cas d'étude de Saint-Martin permet à cet égard de montrer que la légitimité des savoirs est la dimension la plus déterminante de ce transfert, dans un contexte de légitimation souvent fragile et parfois conflictuelle des politiques publiques (du risque) dans les Outre-mer.

This article deals with feedback learning (RETEX in French) consisting in “learning lessons” from an event or a series of events in “natural” risks and disasters management policies. Following the hurricanes that occurred in the Caribbean in 2017, we rely on the examination of a RETEX and its modalities of “transfer of learning” and knowledge produced. We analyze how the scientific team involved in this RETEX works concretely on different conditions of this transfer, in particular the credibility, legitimacy and salience of knowledge for action. The case study of Saint-Martin demonstrates that the legitimacy of knowledge is the most decisive dimension of this transfer, in a context of often fragile and sometimes conflicting legitimization of public (risk) policies in the French Overseas Territories.

Este artículo se centra en el retorno de la experiencia (ROX) que consiste en el «aprendizaje de lecciones» a partir de un evento o una serie de eventos en las políticas de riesgos y desastres «naturales». A raíz de los huracanes ocurridos en el Caribe en 2017, examinamos un ROX y sus modalidades de «transferencia de aprendizaje» y conocimientos producidos. Analizamos cómo el equipo científico implicado en este ROX trabaja concretamente en diferentes condiciones de esta transferencia, en particular la credibilidad, la legitimidad y la relevancia del conocimiento para la acción. El estudio del caso de Saint-Martin demuestra que la legitimidad de los conocimientos es la dimensión más decisiva de esta transferencia, en un contexto de legitimación a menudo

frágil y a veces conflictiva de las políticas públicas (de riesgo) en los territorios franceses de ultramar.

INDEX

Palabras claves : Antillas francesas, catástrofe, cambio climático, Ultramar, resiliencia, retorno de la experiencia, situación de peritaje, transferencia

Keywords : French West Indies, disaster, climate change, Overseas, resilience, feedback learning, situation of expertise, transfer

Mots-clés : Antilles françaises, catastrophe, changement climatique, Outre-mer, résilience, retour d'expérience, situation d'expertise, transfert

AUTEURS

YANN BÉRARD

Politiste, est maître de conférences à l'Université des Antilles et membre du Laboratoire caribéen de sciences sociales (LC2S, UMR 8053). Ses recherches portent sur l'expertise, le changement climatique et la biodiversité. Il prépare actuellement une habilitation à diriger des recherches sur la question environnementale outre-mer.

Adresse : LC2S-Université des Antilles, Campus de Schoelcher, BP 7209, FR-97275 Schoelcher (Martinique)

Courriel : yann.berard[at]univ-antilles.fr

NICOLAS ROCLE

Ingénieur et sociologue, actuellement en poste au sein du Programme régional océanien pour l'environnement (PROE), basé à Samoa. Il a auparavant mené différents travaux de recherche sur les politiques d'adaptation des territoires littoraux et de gestion des risques côtiers face au changement climatique, au sein du centre INRAE Nouvelle-Aquitaine Bordeaux.

ORCID : <https://orcid.org/0000-0003-0377-7520>

Adresse : (1) INRAE-UR ETTIS, 50 avenue de Verdun, FR-33612 Cestas (France) / (2) Secretariat of the Pacific Regional Environment Program, PO Box 240 – Vailima, Apia (Samoa)

Courriel : nicolasr.ext[at]sprep.org

MARION SEROT

Politiste, est diplômée d'un master en science politique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Elle a rejoint le consortium du projet TIREX dans le cadre de son stage de fin d'études. Son mémoire de master 2 porte sur l'institutionnalisation des retours d'expérience dans les politiques du risque et des catastrophes « naturelles ».

Courriel : marionserot1[at]gmail.com